

<http://lipietz.net/Le-groupe-Verts-ALE-et-la-campagne-des-elections-europeennes>

Le groupe Verts/ALE et la campagne des élections européennes

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: jeudi 23 avril 2009

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

1) Pourriez-vous rapidement nous présenter votre parcours politique ? Pourquoi les Verts et pourquoi avez-vous décidé de devenir député européen ?

Je viens d'un courant post soixante-huitard appelé la Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP), petite scission du PSU Comme son nom l'indique, il se caractérise par des liens très forts avec la gauche des mouvements sociaux, ce qui nous a permis, quoique peu nombreux, de jouer un rôle dirigeant dans les marches sur le Larzac et à Lip en 1973. Ce lien nous a également amenés à un rapport particulier aux territoires et aux mouvements régionalistes. Nous étions donc préparés à nous reconnaître dans l'émergence, en Europe, des partis Verts, à la fin des années 70, mais nos références théoriques (Gramsci, Mao) nous en éloignaient quelque peu. Ce n'est qu'au début des années 80 que nous prenons conscience de l'urgence écologique, et finalement, beaucoup d'entre nous entrent au parti Vert.

Dans mon cas particulier s'y ajoutait une activité professionnelle d'économiste la plupart du temps orientée vers l'économie spatiale (urbaine, régionale, internationale). La géographie socio-économique ma préparait à l'écologie politique. Je suis invité par les Verts à participer à leurs campagnes électorales en 1986. J'entre au parti Vert en 1988, et suis le cursus normal d'un militant : élu municipal, élu régional, et enfin élu européen. Car, quand on rentre dans un parti, ce n'est pas seulement pour y mener des campagnes d'explications, mais bien pour entrer dans les institutions et y mener des politiques publiques. Et le Parlement européen est la plus haute instance démocratique d'élaboration des normes et politiques publiques.

2) Entretenez-vous des liens particuliers, de façon régulière ou non, avec des membres du groupe les Verts/ALE, qui ne soient pas français ? Est-ce que ça a pu influencer les modalités de campagne (teneur du programme, thème des conférences tenues sur le sol français...) ?

Le groupe Verts/ALE au Parlement européen se réunit plusieurs fois par semaine pour discuter de ce qu'il vote. Cela nous amène à nous retrouver beaucoup plus proches les uns des autres que ne le sont nos partis Verts nationaux. Quelles que soient nos divergences, nous nous différencions par ailleurs fortement de tous les autres partis politiques. Le groupe Verts/ALE est donc relativement soudé. Cela dit, les barrières de la langue et de la culture jouent, et il est évident que, en tant que Français, j'ai beaucoup plus de rapports avec les autres latins (Belges, Italiens, Espagnols).

Ces liens personnels, cette compréhension intime de la façon dont pensent les Verts des autres pays nous amènent (et cela est vrai pour la plupart des parlementaires actifs), à une conscience de l'unité dans la diversité de l'Europe. Nous apprenons très vite que, à un problème donné, les différentes cultures nationales apportent des réponses différentes tout en poursuivant les mêmes objectifs. Nous apprenons que le point de vue français n'est pas forcément le meilleur. Notre participation d'eurodéputés sortants à la campagne électorale sur le territoire national est forcément marquée par ce point de vue plus européen, moins franco-français.

Par ailleurs, nous apportons évidemment dans la campagne la réalité des débats telle qu'ils se déroulent au Parlement européen, que ce soit la variété des thèmes ou les nouvelles orientations politiques qui se dessinent à l'échelle de l'Europe. Par exemple : le dirigisme autoritaire qui fait énormément de progrès à la droite de l'hémicycle, alors qu'en France on assimile la droite au libéralisme.

3) Avez-vous des liens particuliers avec un des candidats actuels ?

Avez-vous un rôle à jouer dans cette campagne ? Lequel ?

J'ai évidemment des liens amicaux particuliers avec ceux des candidats qui se représentent (pour la France, Daniel Cohn-Bendit et Hélène Flautre), et je suis officiellement porte-parole de Daniel Cohn-Bendit.

4) Avez-vous conscience du plus de visibilité de votre parti lors de la campagne des élections européennes et en quoi cela change-t-il l'attitude du parti lors de la campagne ?

Comment le groupe les Verts/ALE y contribue-t-il (à propos de la visibilité) ?

L'élection européenne, étant la plus proportionnelle des élections française, est celle qui favorise le plus les Verts. Ce courant est en effet réparti assez également sur le territoire à un niveau entre 8 et 12%, ce qui l'empêche d'avoir des élus dans une élection au suffrage uninominal par circonscription, et l'oblige donc dans ces cas-là à des alliances, ce qui réduit son autonomie de parole. Aux élections européennes au contraire, nous nous présentons exactement comme nous sommes, sur nos propres positions.

Par ailleurs, le Parlement européen offre à tous ses membres une possibilité, proportionnelle au poids de son groupe, d'occuper des positions « en vue » (présenter des rapports, présider des commissions ou des délégations auprès d'autres continents). Comme nous sommes particulièrement actifs, nous avons, en tant que députés sortants, une expérience politique internationale que n'ont pas la plupart des femmes ou des hommes politiques français. Là aussi, cela pèse dans les débats contradictoires.

L'appartenance à un groupe politique international, qui peut avoir des ministres dans certains pays alors qu'ailleurs il est dans l'opposition, assure pour finir une visibilité et une crédibilité que nous n'avons pas toujours sur le plan national.

5) On parle souvent de l'importance des succès locaux pour la visibilité du parti national. Est-ce aussi vrai pour l'échelle national/européen ?

Le vrai clivage en France oppose le couple d'élections présidentielle-législatives (scrutins majoritaires et désormais emboîtés par la décision de Lionel Jospin) et les élections municipales, régionales et européennes qui sont plus ou moins proportionnelles. Pour les Verts, c'est là le vrai couplage : élections locales / européennes. Dominique Voynet peut faire un score misérable à la présidentielle et l'année suivante emporter la première mairie d'une ville de plus de 100 000 habitants, sans aucun autre soutien politique que les Verts.

6) A propos de la campagne : est-ce l'expression d'une unité des partis qui sont au sein du groupe les Verts/ALE ou au contraire, de divergences nationales ?

Il y a en réalité trois niveaux d'élaboration du programme de la campagne. Celui des partis nationaux où s'expriment au maximum les divergences culturelles entre les partis Verts, celui du parti Vert européen (PVE), où le poids des Verts allemands et de leurs alliés est déterminant, celui du groupe Verts/ALE, où les positions de principe et les arbitrages concrets résultent d'un travail en commun prolongé et permanent. D'une certaine façon, cette élaboration du groupe Verts/ALE contribue à limiter les divergences entre les différents partis nationaux.

7) La campagne est-elle un moment et/ou un moyen de négociations entre les partis Verts des pays membres de l'Union ? Entre les Verts et Les Verts/ALE ?

Comme je viens de le dire, le groupe Verts/ALE joue dans la période des élections européennes un rôle

puissamment modérateur dans les tensions qui pourraient naître entre les partis nationaux, et entre ces partis et le parti Vert européen.

Dans le cas précis de cette campagne, il faut vraiment distinguer deux périodes. Dans les années qui précèdent l'ouverture de la crise, les divergences s'aggravent entre les partis du Sud (plus étatistes et faisant davantage référence à la lutte des classes) et les partis du Nord (plus environnementalistes et parfois plus libéraux). Cette divergence est complètement remise en cause par l'éclatement officiel de la crise du modèle libéral à l'été 2008. Le groupe Verts/ALE, qui avait suivi la montée de cette crise, s'est trouvé en position d'offrir aux uns et aux autres des propositions de convergences très opérationnelles.

8) Dans le cadre d'une volonté de participation citoyenne continue, le programme des Verts a été discuté au sein des signataires de l'appel au rassemblement. Avant de proposer ce programme, comment l'avez-vous élaboré ? Est-ce que vous avez tenu compte des directives proposées par le groupe les Verts/ALE ? Ce même groupe avait-il des directives qu'il souhaitait obligatoirement voir apparaître dans tout programme vert ?

Le groupe Verts/ALE n'avait aucune « directive » qu'il souhaitait voir apparaître dans le programme de qui que ce soit, ni du parti Vert européen, ni des partis nationaux, ni du rassemblement Europe-Écologie en France ! En revanche, il exprimait bien, du fait de sa vie quotidienne, les consensus possibles entre tous les partis Verts. Les initiatives qu'il a pu prendre au cours des années 2007-2008 offraient donc au PVE, comme aux partis nationaux, comme à Europe-Écologie, une « boîte à outils » leur permettant de préciser plus facilement leurs aspirations communes.

9) Existe-t-il des contraintes disciplinaires que tout député européen Vert s'engage à respecter si il est élu ?

Il n'y a pas d'autre discipline exigée des élus Verts que leur référence au corpus théorique et éthique assez large de l'écologie politique, plus des engagements de solidarité financière au sein du groupe Verts/ALE et envers leurs partis nationaux.

10) Qu'est-ce qui explique la différence entre les propositions premières des Verts et des Verts/ALE, notamment le fait que les Verts placent comme premier pilier de leur programme l'emploi alors que dans le livre que le groupe des Verts/ALE a publié récemment, c'est le changement climatique qui apparaît en première position ?

La grande coupure de l'année 2008 est évidemment l'éclatement de la crise sous la forme financière. Cette crise financière n'est pourtant que la forme la plus spectaculaire d'une crise écologique (climatique, énergétique, alimentaire) qui s'aggrave tout au long des années 2006, 2007 et 2008. Du coup, les programmes écrits avant l'été 2008 insistent surtout sur l'aspect écologique de la crise. Or, la filière « énergie-climat » est beaucoup plus facile à traduire en termes d'objectifs politiques au niveau européen que la filière « biodiversité-agriculture-alimentation-santé », autre point fort du discours écologiste, mais qui se décline beaucoup plus facilement au niveau des élections locales, la Politique agricole commune étant (sous Maastricht-Nice) hors du champ de compétence du PE.

L'éclatement de la crise financière puis économique dans la deuxième partie de l'année 2008 nous a fait craindre d'abord un recul des préoccupations écologistes des citoyens et la remontée d'un discours en faveur d'une sortie « rooseveltienne » de la crise par la relance indiscriminée de la consommation et des investissements publics, et la redistribution des revenus. Or, ce n'est pas ce qui s'est passé jusqu'ici : l'opinion a largement compris que s'il fallait un New Deal, ce serait un New Deal vert. Même les organismes onusiens et le G-20 l'ont reconnu. Dès lors, il était facile de réorienter les programmes des Verts (y compris celui des Allemands !) vers les questions de l'emploi, en expliquant que la lutte contre le changement climatique était fortement créatrice d'emplois.

11) *A propos du mot écologie : il est devenu un terme politique et social en France, désignant un mode de vie particulier..., alors que dans la promotion qu'en fait les Verts/ALE, il a conservé tout son sens scientifique. Comment se résout cette différence au niveau régional et national ? Est-ce que votre appartenance à ce groupe parlementaire est une partie de la solution ?*

Il est évident que lorsqu'on fait campagne au niveau local, le changement des mentalités et des pratiques est le point le plus important. Une municipalité offre aux citoyens les moyens de ce changement : espaces de débats, encouragement des pratiques écologiques (par l'exemple, par les subventions, l'explication), etc. Les Verts/ALE agissent au contraire à l'échelle européenne, c'est à dire qu'ils se battent pour des directives (sortes de lois-cadre à transposer dans le droit national) ou des positions à défendre par l'Europe dans les arènes intercontinentales. Les positions de principes découlant d'une analyse scientifique des problèmes de la planète (réchauffement climatique, épuisement des réserves halieutiques et de la biodiversité, perte des règles prudentielles en matière financière etc.) sont donc, dans la pratique d'un eurodéputé Vert, les guides les plus directs. Au fond, il s'agit du vieux binôme « penser globalement, agir localement », à cette différence près que la globalisation entraîne la nécessité d'agir aussi globalement (par des règles, par des accords internationaux), et cela n'est possible concrètement qu'à l'échelon des responsabilités législatives continentales, par exemple celles du groupe Verts/ALE.